



## « TANY VAO CÔTE D'IVOIRE » 2019

### UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN SCIENCES SOCIALES EN AFRIQUE DE L'OUEST

#### Travail, intégration sociale et politiques d'emploi : Approches méthodologiques et transversales

17 – 24 juillet 2019

L'Université d'été en sciences sociales *Tany Vao Côte d'Ivoire 2019 (TV-CI 2019)* vise à dispenser une formation à la recherche de haut niveau en sciences sociales et à répondre à des besoins forts en termes d'encadrement, de méthodes, et de travail en réseau des doctorants et jeunes chercheurs d'Afrique de l'Ouest en sciences humaines et sociales. S'inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire en croisant les apports des différentes disciplines des sciences sociales (économie, statistiques, socio-anthropologie, histoire, linguistique, géographie, science politique, etc.), elle s'adresse à un public constitué d'étudiants (doctorants, de chercheurs mais aussi de professionnels souhaitant approfondir leurs connaissances. Elle entend par ailleurs favoriser la connexion entre la recherche scientifique et le monde non-académique en permettant à la première de nourrir le débat public et d'aider à la décision politique.

Elle constitue une extension continentale de l'université en sciences sociales *Tany Vao Madagascar* qui s'est tenue à 2 reprises à Madagascar, en 2016 et 2018<sup>1</sup>. En amont, elle capitalise également sur les acquis positifs de la longue expérience initiée au Vietnam par différentes institutions dont l'AFD, l'IRD et l'AUF, avec l'Université d'été en Sciences Sociales en Asie du Sud-Est intitulée « *Les journées de Tam Dao* » (JTD), conduite annuellement entre 2007 et 2015<sup>2</sup>. Suivant l'objectif de renforcement des capacités de recherche et d'analyse en Afrique, cette formation est destinée à être reproduite chaque année avec un nouveau thème, en alternant une année à Madagascar (année paire : couverture Océan Indien), et une année sur le continent (année impaire : couverture Afrique continentale). La première édition sur le continent aura lieu en 2019 en Côte d'Ivoire.

À chaque édition, une entrée thématique transversale est choisie pour permettre aux participants d'améliorer leurs connaissances et de se familiariser avec des approches, outils ou méthodes d'analyse en sciences sociales mobilisés par des chercheurs pour aborder concrètement une problématique donnée. Parallèlement à l'objectif méthodologique, il s'agit de renforcer les capacités d'analyse des changements économiques et sociaux. Partant, la formation permet d'éclairer les politiques publiques, les projets de développement, et d'alimenter le débat démocratique. Enfin, les modules de formation élaborés dans le cadre des sessions constituent des outils pédagogiques mobilisables pour les chercheurs et enseignants du pays, outils qu'ils

<sup>1</sup> Voir le site <http://www.dial.ird.fr/enseignement/formations/universite-d-hiver-austral-en-sciences-sociales-a-madagascar>

<sup>2</sup> Voir le site <http://www.tamdaoconf.com/>

peuvent continuer à développer et qu'ils peuvent articuler à d'autres programmes (recherches en Master ou Doctorat).

Chaque édition annuelle est organisée sur une durée de huit jours : deux jours de sessions plénières suivis d'une semaine d'ateliers parallèles. Outre la formation dispensée, cette université en sciences sociales permet aussi de constituer une plateforme de discussion sur une thématique transversale donnée et les politiques qui s'y rapportent. Elle est également l'occasion d'une mise en réseau de jeunes chercheurs de disciplines et localisations différentes, propre à susciter des dynamiques collectives et à favoriser le dialogue interculturel. Les groupes Facebook *Tam Dao Madagascar 2016* et *Tany Vao Madagascar 2018* nourrissent jusqu'à aujourd'hui de nombreux échanges entre jeunes scientifiques malgaches intéressés au développement du pays. Pour son édition 2018, l'université *Tany Vao Madagascar* a obtenu le label « **Ecole MOST internationale** » de l'UNESCO.

La thématique proposée cette année est « **Travail, intégration sociale et politiques d'emploi** ». Elle répond à des demandes fortes en termes de connaissances propres à éclairer les décideurs politiques. Le travail est en effet un élément indispensable de l'intégration sociale mais est aussi parfois un lieu de production des inégalités et d'expression des discriminations, notamment en termes d'origine, de genre et de classe d'âge, avec la question de l'emploi des jeunes, mise au cœur de l'agenda international. L'année 2019 marque de surcroît le centenaire de l'Organisation Internationale du Travail.

Cette université d'été en sciences sociales s'inscrit pleinement dans deux des Objectifs de Développement Durable adoptés en 2015 par les pays membre de l'ONU pour la période 2016-2030. L'**ODD 4** vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. *Tany Vao Côte d'Ivoire 2019* répond à cet objectif en assurant la parité homme/femme des recrutements des participants, en permettant à des personnes déjà engagées professionnellement de participer pour obtenir un complément de formation, et d'une façon générale en augmentant les compétences techniques et professionnelles. Ces dernières pourront aider par exemple certains d'entre eux à devenir des enseignants qualifiés et à poursuivre à leur tour l'ODD 4. A titre d'exemple, un membre du comité d'organisation et également formatrice de l'édition 2018 était une ancienne étudiante de Tam Dao Mada 2016. L'**ODD 8** vise lui à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, en insistant sur l'accès à un travail décent pour tous. Le thème de cette année répond à cet objectif en amenant les jeunes chercheurs à analyser les liens existant entre l'insertion sur le marché du travail, la qualité des emplois et l'intégration sociale.

Reposant sur le principe d'une approche pluridisciplinaire, *Tany Vao Côte d'Ivoire 2019* répond à une demande, plusieurs fois renouvelée, des partenaires ivoiriens dans le domaine de la formation. En particulier, un des objectifs affichés de l'ENSEA est d'offrir des formations pluridisciplinaires de qualité pour compléter les cursus existants.

#### - **Format opérationnel**

Une **conférence** de 2 jours sur « **Travail, intégration sociale et politiques d'emploi** » en Côte d'Ivoire associant les chercheurs, les décideurs, les partenaires internationaux et la société civile

et

Une **formation intensive** de renforcement de capacités en recherche et évaluation d'impact des chercheurs et praticiens du marché du travail (formation d'environ 100 participants sur une semaine)

**Couverture géographique** : Côte d'Ivoire et autres pays de la sous-région (participants)

**Public visé** : universitaires (master, doctorants, enseignants, chercheurs), praticiens du développement, institutions d'appui à la décision politique, ministères, ONG ; soit de 80 à 100 personnes (20 à 25 participants répartis en quatre ateliers).

**Partenaires** : les partenariats de 2019 sont :

Côte d'Ivoire

- École Nationale Supérieure de Statistiques et d'Economie Appliquée (ENSEA)
- Université Félix Houphouët Boigny. Centre de REcherches Microéconomiques du DEveloppement (CREMIDE)
- Agence universitaire de la francophonie (AUF) (à confirmer)

France/Europe

- Agence Française de Développement (AFD)
- IEDES- Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Institut de recherche pour le développement (IRD), coordonné par l'équipe de l'UMR DIAL et de l'UMR D&S
- Unesco
- Eurostat (à confirmer)

À partir de ce schéma initial, de nouveaux partenariats institutionnels peuvent être recherchés.

### **Résultats attendus**

- Une conférence sur « **Travail, intégration sociale et politiques d'emploi** » associant les chercheurs, les décideurs, les partenaires internationaux et la société civile
- Environ 80 à 100 personnes formées sur l'analyse du marché du travail et l'évaluation d'impact des politiques d'emploi
- Un programme de recherche et d'évaluation renforcé sur les questions liées au marché du travail et à l'ODD8

### **Comité scientifique**

- Rohen d'Aiglepierre (AFD)
- Jemaiel Ben Brahim (AUF) – *à confirmer*
- Alban Biaussat (Collatéral Création)
- Daouda Gary-Toukara (CNRS-IMAF)
- Gaëlle Gillot (IEDES, Université Paris I)
- Charlotte Guenard (IEDES, Université Paris I)
- Hugues Kouadio (ENSEA)
- Clément Kouakou (CREMIDE)
- Karine Marazyran (IEDES, Université Paris I)
- Mireille Razafindrakoto (DIAL, IRD)
- François Roubaud (DIAL, IRD)
- Samuel F. Sanchez (IMAF – université Paris I)
- Jean-Michel Wachsberger (DIAL & Université de Lille)
- Claire Zanuso (AFD)

### **Comité d'organisation**

- Chikouna Cissé (Université Cocody)
- Gaëlle Gillot (IEDES, Université Paris I)
- Hugues Kouadio (ENSEA)
- Clément Kouakou (CREMIDE) – *à confirmer*
- Laura Martinez (Thèse CIFRE – AFD/Université de Bordeaux)
- Mireille Razafindrakoto (DIAL, IRD)
- François Roubaud (DIAL, IRD)
- Samuel F. Sanchez (IMAF – Université Paris I)
- Jean-Michel Wachsberger (IRD & Université de Lille)
- Claire Zanuso (AFD)
- Jean Arnaud Kouakou (ENSEA)
- Charles Fe Doukouré (ENSEA)

**Université d'été en Sciences Sociales  
2019**

**Travail, intégration sociale et politiques d'emploi :  
Approches méthodologiques et transversales**

**17 – 24 juillet 2019**

**SEANCES PLENIERES**

Objectif des séances plénières (avec des interventions sous forme de conférence) : Traiter en 45 mn un sujet en présentant un état des lieux de la question. Le contenu des présentations variera en fonction des thématiques mais le principe est de permettre aux participants d'avoir une vision globale sur l'état de la recherche sur un sujet tout en introduisant aux ateliers.

- Contexte/situation actuelle
- Les principales problématiques
- Principaux résultats et les enjeux

**Déroulement**

*Mercredi 17 juillet*

- Matinée
  - Séance d'ouverture
  - 2 interventions (suivies à chaque fois de débats)
- Après-midi
  - Projection d'un film documentaire sur la thématique du travail/emploi
  - 1 intervention (suivi de discussions-débats)

*Jedi 18 juillet*

- Matinée
  - 1 intervention (suivie de discussions-débats)
  - 1 table-ronde (suivie de discussions-débats)
  - Une synthèse des séances plénières

**ATELIERS PARALLELES (du 19 au 24 juillet)**

Cinq journées de travail en ateliers (avec une demi-journée de restitution des travaux de groupe)

**Objectif des ateliers**

Il s'agit de permettre aux participants d'acquérir des connaissances approfondies et pratiques sur la façon d'aborder une thématique et une problématique donnée (plus interactif et plus appliqué par rapport aux interventions des sessions plénières), se familiariser avec différentes approches

méthodologiques. Les formateurs chercheront notamment à travers les ateliers à illustrer la complémentarité entre les disciplines (entre les approches quantitatives et qualitatives).

Les ateliers constituent une occasion pour les participants de développer dans le cadre de groupe de travail des micro-projets qui leur permettent de se confronter concrètement aux contraintes et limites inhérentes à une approche ou à la mobilisation d'un outil pour aborder une problématique donnée.

**Intervenants prévus pour les interventions et l'encadrement des participants** (confirmés ; la liste sera complétée par les intervenants de l'ENSAE et du CREMIDE) :

Samuel F. Sanchez	Karine Marazyan
Daouda Gary-Toukara	Claire Zanuso
Mireille Razafindrakoto	Laura Martinez
François Roubaud	Alban Biaussat
Jean-Michel Wachsberger	Björn Nilsson
Gaëlle Gillot	Anne-Claire Duportal
Charlotte Guénard	Hugues Kouadio
Chikouna Cissé	Richard Moussa

**Ateliers en parallèle** (*cinq journées et demie : 19 au 24 juillet 2019*)

4 ateliers parallèles sont prévus (20 à 25 participants par atelier ; 3 à 4 formateurs/encadrants). Une séance de restitution générale de tous les ateliers (et remise des diplômes) aura lieu la dernière demi-journée.

Programme (titre provisoire) :

Ateliers	Intervenants/ formateurs	Ateliers
1	Samuel Sanchez Daouda Gary-Toukara Karine Marazyan Chikouna Cissé	Méthodes pour l'histoire du travail et de l'intégration ou de la transformation sociale
2	Hugues Kouadio Richard Moussa Mireille Razafindrakoto François Roubaud Jean-Michel Wachsberger	Marché du travail, emploi décent et ODD : <i>Une entrée par les enquêtes ménages</i>
3	Gaëlle Gillot Charlotte Guénard Karine Marazyan	Approches économiques : genre, travail et marché de l'emploi
4	Claire Zanuso Laura Martinez Alban Biaussat Björn Nilsson Anne Claire Duportal	Évaluation des politiques publiques <i>Pour une meilleure évaluation des interventions de développement et de leurs résultats</i>

**ATELIER 1 :**  
**Méthodes pour l'histoire du travail**  
**(historiographie, archives, enquêtes de terrain)**

C. CISSÉ (Univ. Cocody) ; D. GARY-TOUNKARA (IMAF-CNRS) ; K. MARAZYAN (D&S – Univ. Paris 1 Panthéon Sorbonne) ; S. F. SANCHEZ (IMAF-Univ. Paris 1-Panthéon Sorbonne)

L'atelier 1 sera organisé autour de la maîtrise des méthodes de l'historien, comprenant de l'historiographie, l'identification de thèmes de recherche et d'enjeux de problématisation sur la thématique générale du travail.

Il s'agira dans un premier temps d'aborder des questions épistémologiques et de méthodes spécifiques, en particulier sur le statut de l'archive et la méthode de l'entretien oral pour l'histoire sociale. Ces éléments seront abordés de manière d'abord théorique, à travers l'analyse des enjeux historiographiques spécifiques dans le champ actuel des études sur le travail, sous ses formes anciennes (esclavage, engagisme...) et moins anciennes (travail en contexte colonial, post-colonial, histoire du syndicalisme, etc.). Dans un second temps, les étudiants mobiliseront les outils présentés pour réaliser un travail de recherche propre lors d'un travail de terrain ou en travaillant sur des données historiques quantitatives. La ville de Grand Bassam, où se déroulera l'Université Tany Vao, sera le terrain de mise en œuvre des méthodes enseignées en formation, en matière de recherche d'archives écrites, de sources orales et d'observation de traces architecturales et urbaines. L'histoire du travail à Grand Bassam bénéficie d'une certaine profondeur historique. La ville connaît en effet une activité portuaire, industrielle et commerciale importante, depuis le XIXe s. (la ville fut fondée en 1842). La main d'œuvre servile y fut importante au XIXe s. du fait de la présence d'importants réseaux de traite (notamment des produits bruts), occasionnant des flux de travailleurs migrants. Le salariat y est également apparu tôt, dès la première moitié du XIXe s. et s'y est étendu au cours du XXe s. dans le sillage de la colonisation de la région par la France. A travers son port et les activités afférentes, les enjeux de main d'œuvre ont été centraux dans l'organisation urbaine et la structuration sociale de cette ville, notamment à l'époque dite « coloniale ». Il s'agira donc de se pencher sur les traces de ce passé sur le terrain de Grand Bassam. L'atelier abordera aussi la question du travail à l'échelle plus générale de la Côte d'Ivoire sous administration coloniale, à travers des analyses fondées sur des méthodologies variées (recherches d'archives, analyse de données quantitatives). Comme d'autres colonies de l'AOF, la Côte d'Ivoire a été le terrain de diverses expérimentations sociales qui avaient pour objectif la transformation des sociétés locales, conformément à la doctrine de la « mission civilisatrice » ou celle, plus tardive, de la « mise en valeur » des territoires coloniaux (A. Sarrault). Quelles ont été ces expérimentations et quelles ont été leurs impacts sur les mondes du travail ?

A travers des travaux de groupe (4 à 5 étudiants par groupes) les étudiants devront d'abord trouver des sujets et formuler des hypothèses relatives à l'histoire du travail et de ses implications sociales à Grand Bassam ou à l'échelle de la Côte d'Ivoire. Ils expérimenteront par la suite, par eux-mêmes, les méthodes pour trouver des archives et des témoins, tout en gardant une approche critique et réflexive sur les succès et difficultés rencontrés. La dernière étape de la formation consistera à rédiger un bilan sur les recherches pratiquées. Il s'agira de produire un compte-rendu des travaux et des méthodes utilisées, en mettant l'accent sur les difficultés méthodologiques rencontrées et de le présenter devant l'ensemble des ateliers, le dernier jour de la formation.

## ATELIER 2

### Marché du travail, emploi décent et ODD : *Une entrée par les enquêtes ménages*

H. KOUADIO (ENSEA), R. MOUSSA (ENSEA), M. RAZAFINDRAKOTO (IRD-DIAL), F. ROUBAUD, (IRD-DIAL) et J.-M. WACHSBERGER (Université Lille, DIAL)

Le marché du travail revêt une importance centrale dans les pays en développement non seulement parce que les revenus du travail constituent la première source de revenus pour la plupart des ménages mais aussi en raison des difficultés qu'éprouve une large part de la population, en particulier les jeunes, à obtenir un emploi de qualité. Il constitue la principale courroie de transmission entre la dynamique macroéconomique (politiques publiques, chocs externes et internes) et les conditions de vie des ménages (au niveau micro). Le travail est aussi un vecteur fondamental de l'intégration sociale des individus dans les sociétés contemporaines. L'analyse du fonctionnement du marché du travail est donc essentielle pour comprendre les dynamiques économiques et sociales à l'œuvre, et partant une condition de premier plan pour enclencher un processus vertueux de croissance inclusive et durable.

Les nouveaux engagements internationaux renforcent l'intérêt porté au marché du travail au plus haut niveau de priorité. Absent des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD, 2000-2015), les questions d'emploi et d'informalité sont au cœur des Objectifs du Développement Durable (ODD, 2016-2030), notamment à travers l'ODD8 (*Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*), décliné en plusieurs cibles et indicateurs. Les ODD intègre de plain-pied l'agenda du Travail décent lancé il y a deux décennies par le BIT, qui fête son centenaire cette année.

L'atelier se propose d'aborder la question du marché du travail à partir de la principale source des données existantes : les enquêtes-emploi. L'approche sera donc principalement (mais pas exclusivement) quantitative, et à coloration disciplinaire économique et sociologique. Son objectif est triple :

- familiariser les participants avec les concepts et les problématiques centrales du marché du travail (dualisme, segmentation, chômage, sous-emploi, économie informelle, emploi décent, discrimination, qualité et satisfaction dans l'emploi, etc.) ;
- introduire aux principales sources de données mobilisables (les enquêtes-ménages), et à leur prise en main : présentation des principes statistiques, réflexion critique sur les indicateurs qui peuvent en être tirés, techniques et premières analyses ;
- former les participants aux différentes étapes de la recherche à travers des travaux de groupe thématiques basées sur des données « grandeur nature » (définition d'une problématique, mise en œuvre, analyse et restitution des résultats).

L'atelier alternera présentations générales par les formateurs (notamment à partir de leurs propres travaux de recherche) et exercices d'applications concrètes. Les modalités d'interactions privilégieront une approche participative stimulée par les échanges croisés entre formateurs, ainsi qu'entre formateurs et participants. Les participants auront aussi à réaliser, en groupe, un mini projet de recherche « à la carte », sur un thème qu'ils auront choisi. Il sera principalement basé sur l'exploitation des différentes vagues récentes de l'enquête-emploi en Côte d'Ivoire, et complété par un travail de terrain (entretiens qualitatifs) visant à illustrer, approfondir et éventuellement questionner les résultats obtenus à partir des enquêtes statistiques.

N.B. ; La connaissance préalable d'un logiciel de traitement d'analyses statistique (SAS, STATA, SPSS) est un prérequis pour participer à cet atelier.



### ATELIER 3

#### Genre et travail : inégalités et autonomisation

G. GILLOT (D&S, Université Paris Panthéon-Sorbonne) ; C. GUENARD (D&S, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), K. MARAZYAN (D&S, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne),

Le 5<sup>ème</sup> Objectif du développement durable est l'égalité entre les sexes. Il rappelle que « mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles n'est pas seulement un droit humain fondamental, mais également essentiel pour accélérer le développement durable. Il a été prouvé à maintes reprises que l'autonomisation des femmes et des filles avait un effet multiplicateur et contribuait à stimuler la croissance et le développement économique dans tous les domaines. »

Or, si de nombreux progrès ont été réalisés depuis les années 2000, partout dans le monde, on observe la récurrence et la pérennité des inégalités au travail et l'accès à un emploi rémunéré, principal vecteur d'autonomisation, est loin d'être un acquis pour les femmes. Si les femmes ont toujours travaillé, c'est leur entrée dans l'emploi salarié et le développement de ce type d'emploi qui a rendu visible leur travail. L'emploi salarié entraîne des changements importants dans la vie des femmes, leur donnant accès à un revenu et avec ce revenu, à la possibilité (montrée depuis longtemps déjà, Boserup, 1970) de décider davantage. Ainsi, depuis des décennies, l'autonomisation des femmes est ce qui se dessine avec l'accès à un salaire.

En plus des inégalités d'accès à un travail salarié, les sphères d'activités sont très séparées entre les hommes et les femmes. Le care et le travail domestique restent une spécialité des femmes tout comme la problématique de la « conciliation » entre travail domestique et travail salarié, cette dimension étant souvent prise en considération dans la mise en place des projets de mise au travail des femmes. Des différences de conditions de travail entre hommes et femmes existent aussi dans le domaine du travail agricole, encore un gros pourvoyeur d'emplois. De façon générale, les femmes occupent une position de vulnérabilité très forte.

En Afrique subsaharienne, comme dans d'autres régions du monde telles l'Afrique du Nord ou l'Asie, si les femmes sont très visibles au travail dans la vie quotidienne, elles le sont peu dans les statistiques (Charmes, 2005). Ce paradoxe soulève la question de la mesure du travail des femmes.

L'atelier se propose de décrypter les enjeux et les problématiques d'une approche genrée du travail, de l'impact de la mesure du travail des femmes et de l'impact du travail des femmes sur le développement. A partir d'une approche surtout qualitative mais également quantitative, son objectif est triple :

- Familiariser les participant.e.s avec les concepts et les problématiques clés d'une approche genrée du marché du travail, en appliquant une lecture genrée aux différentes entrées thématiques sur le travail (chômage, écarts de salaire, précarité, informalité, spécialisation genrée, travail productif/reproductif, etc...) ;
- Introduire les principales sources qualitatives et quantitatives de données qui peuvent être mobilisées dans ce type d'approche et les différentes méthodologies qualitatives et participatives des SHS ;
- Former les participant.e.s aux différentes étapes de la recherche à travers des travaux de groupe thématiques basées sur des données de terrain produites par les participant.e.s lors des ateliers.

L'atelier alternera des présentations générales par les format.eur.rice.s à partir d'études générales et à partir de leurs propres travaux de recherche, des présentations de méthodes de production de données, et des exercices concrets de terrain. Les ateliers se veulent participatifs et interactifs de façon à créer des échanges fertiles entre format.eur.rice.s et participant.e.s. Les participant.e.s réaliseront, suivi.e.s de près par les responsables de l'atelier, des enquêtes de terrain sur des thématiques définies à partir des problématiques abordées par des projets de développement d'ONG ou de politiques publiques en Côte d'Ivoire visant à l'autonomisation des femmes par le travail.

## ATELIER 4

### Pour une meilleure évaluation des interventions de développement et de leurs résultats

**Facilitateurs :** A. BIAUSSAT (Collateral Creations), A-C. DUPORTAL (AFD), L. MARTINEZ (Université Bordeaux - AFD), B. NILSSON, (IRD-DIAL), C. ZANUSO (AFD)

#### **Objectifs principaux :**

- Échanger sur les avantages, limites et complémentarités des différents outils d'évaluation et partager les bonnes pratiques
- Renforcer les capacités de mesure des résultats sur l'emploi des interventions de développement et politiques publiques pour l'aide à la décision

L'évaluation d'interventions de développement et de politiques publiques a connu un essor indéniable au cours des trois dernières décennies, à la fois au sein des administrations publiques et des organisations internationales, bailleurs de fonds et ONG. L'idée d'attribuer une partie des ressources d'une institution à un examen approfondi du succès des activités qu'elle finance apparaît aujourd'hui comme une évidence, et on a ainsi assisté dans de nombreux domaines à la structuration d'un marché de l'évaluation avec des acteurs professionnalisés et formés.

En tant que défis quasi-structurels de bon nombre de pays en développement, le dynamisme du marché du travail et la création d'opportunités professionnelles satisfaisantes ont fait et continuent de faire l'objet de nombreuses interventions des décideurs. L'efficacité et la viabilité de ces programmes et politiques ainsi que la pérennité de leurs impacts sont cependant longtemps restées incertaines, et la pratique de l'évaluation continue à se heurter dans de nombreux cas à des difficultés politiques et organisationnelles. Dans cette perspective, cet atelier constitue un lieu d'interaction et de discussion autour des pratiques d'évaluation en lien avec les programmes et politiques ciblant le travail. Il sera l'occasion de questionner la pertinence de l'évaluation comme aide à la décision, et tâchera de placer celle-ci dans un contexte plus large de production de connaissances en sciences sociales.

Plus particulièrement, l'atelier explorera les liens entre l'évaluation et l'approche méthodologique employée par les participants dans leurs propres travaux de recherche ou pratiques professionnelles. Il combinera des exemples concrets d'évaluations dans le cadre de programmes d'emploi et d'insertion avec des discussions théoriques sur la portée et les limites de l'évaluation. Une attention particulière sera réservée à l'insertion des jeunes sur le continent africain, et aux défis particuliers que posent les caractéristiques des marchés du travail du continent (fort taux d'informalité, dualité public-privé, système de protection sociale défaillant, économie agraire, etc.).

L'atelier sera organisé en deux temps :

- Présentation des principaux enjeux de l'évaluation et du panorama des diverses formes qu'elle peut prendre, en discutant des avantages et limites de chacune.
- Exemples concrets et cas pratiques pour présenter plus en détails les prérequis de chaque type d'évaluation, appréhender plus précisément les méthodologies et les mettre en pratique.

Pour les cas pratiques, les participants seront organisés en petits groupes pour permettre aux intervenants de répondre au mieux aux attentes concrètes et différents niveaux des participants. Ces derniers pourront choisir l'intervention emploi/formation professionnelle qu'ils souhaitent évaluer et auront la responsabilité de sélectionner la ou les méthodes pertinentes qu'ils souhaitent mobiliser et approfondir. En fin d'atelier, les participants exposeront leur choix méthodologique et les résultats de leur évaluation, qui seront ensuite discutés par un panel d'experts.